



GESNORD
PARC D'ACTIVITES DU COUTIER
72400 CHERRE-AU

NOTE D'ACCOMPAGNEMENT A LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS

**Création d'un entrepôt logistique
Parc d'activités du Coutier
Commune de Cherré-Au (72)**

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	3
2	PRESENTATION DU PROJET	6
2.1	Localisation	6
2.2	Activité	7
2.2.1	Secteurs d'activités	7
2.2.2	Caractéristiques principales du projet	7
2.2.3	Produits stockés : nature des produits et mode de stockage	9
2.2.4	Mode de stockage	10
2.2.5	Effectif et rythme de travail	11
2.3	Caractéristiques principales du projet en terme de consommations et d'émissions	12
2.3.1	Eau	12
2.3.2	Air	13
2.3.3	Déchets	13
2.3.4	Bruit	15
2.3.5	Accès au site et trafic	15
2.3.6	Energie	16
3	ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT	17
4	ANALYSE DES EFFETS ET MESURES ASSOCIEES	19
4.1	Effets sur le milieu physique	19
4.1.1	Sols et sous-sols	19
4.1.2	Ressource en eau	20
4.2	Gestion des émissions atmosphériques	20
4.2.1	Emissions liées au trafic routier	20
4.2.2	Emissions liées aux installations de combustion	21
4.2.3	Emissions liées aux installations de climatisation	21
4.2.4	Emissions liées aux postes de charge	21
4.3	Gestion des émissions sonores	22
4.4	Gestion des déchets	22
4.5	Effets sur les milieux naturels	23
4.5.1	Diagnostic écologique	23
4.5.2	Caractérisation des zones humides	26
4.6	Effets sur la santé	29
4.7	Effets sur le paysage	30
4.8	Effets liés à la phase chantier	31
4.9	Effets cumulés avec les projets voisins	31
5	CONCLUSION	33

1 PREAMBULE

La présente note qui accompagne la demande d'examen au cas par cas s'inscrit dans le cadre de la création d'une plateforme logistique qui sera située sur la commune de Cherré-Au (72).

Au vu du type d'établissement prévu par le projet et de ses caractéristiques, la démarche entre dans le cadre de l'application de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement dont les rubriques 1 et 39 du tableau de son annexe sont rappelées ci-après.

GESNORD
Note d'accompagnement à la demande d'examen au cas par cas

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)		
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	a) Installations mentionnées à l' article L. 515-28 du code de l'environnement .	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l' article L. 512-7-2 du code de l'environnement). c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE
	b) Création d'établissements entrant dans le champ de l' article L. 515-32 du code de l'environnement , et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article (*).	
	c) Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha.	
	d) Parcs éoliens soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	e) Elevages bovins soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2101 (élevages de veaux de boucherie ou bovins à l'engraissement, vaches laitières) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	f) Stockage géologique de CO ₂ soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2970 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains		
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement.	a) Travaux et constructions créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m2 dans un espace autre que : -les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme, lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ; -les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ; -les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable ;	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m2 ; b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code est supérieure ou égale à 10 000 m2.
	b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha ;	
	c) Opérations d'aménagement créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m2 dans un espace autre que : -les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ; -les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ; -les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable.	

Concernant les rubriques 1 (ICPE) : Le projet relèvera de la réglementation des installations classées : il relèvera de l'enregistrement pour la rubrique 1510 (entrepôt de matières combustibles). Ainsi, le site fera l'objet d'une demande d'enregistrement au titre des installations classées. Le site ne sera pas classé Seveso et ne sera pas IED. Il relèvera donc de la rubrique 1 de l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement.

Concernant la rubrique 39 : La zone dans laquelle sera implantée le dossier est située dans une zone UE (zone urbaine à vocation économique) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du pays de l'Huisne Sarthoise de Cherré-Au.

Le site s'étendra sur une surface de 68 187 m². L'emprise au sol totale sera d'environ 26 000 m². Le projet relèvera donc de la rubrique 39 de l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et un permis de construire sera nécessaire. Il convient de noter la présence d'une réserve foncière d'environ 8000 m² qui porterait la surface totale d'emprise au sol à environ 34 000 m².

La présente note d'accompagnement en complément des pièces réglementairement obligatoires a pour but de mettre en évidence les enjeux environnementaux présents aux abords du site et de présenter à l'Autorité environnementale les impacts prévisibles liés à l'exploitation du site et les mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les effets préjudiciables.

2.2 ACTIVITE

2.2.1 Secteurs d'activités

GESNORD est une filiale du groupe BARJANE, holding immobilière dont la vocation est de mettre à la disposition de professionnels les bâtiments et équipements nécessaires à leur activité. Pour cela elle développe par les biais de ses filiales, dont GESNORD des projets immobiliers destinés à la location sous contrat de bail commercial.

Le groupe BARJANE, créé en 2006, est issu de fonds privés. Au cours des 15 dernières années, BARJANE a développé, financé et commercialisé plus d'un million de m² de surfaces logistiques. Aujourd'hui BARJANE contrôle 2,5 millions m² de foncier sur lesquels plus de 800 000 m² de surfaces logistiques et d'activités sont développés ou en cours de développement.

2.2.2 Caractéristiques principales du projet

Le lot sur lequel sera implanté l'entrepôt de la société GESNORD, présente une surface totale de 68 187 m².

L'entrepôt sera constitué de 5 cellules de stockage :

- 1 cellule d'environ 7100 m²
- 2 cellules d'environ 850 m²
- 1 cellule d'environ 4100 m²
- 1 cellule d'environ 11400 m²

A noter que, tel que représenté sur le plan ci-dessous, une réserve foncière est présente permettant une future extension. A ce stade et dans une première phase du projet l'extension ne sera pas réalisée. Néanmoins, le dimensionnement des infrastructures associées (bassins, parkings, systèmes de chauffage du bâtiment) prend en compte l'extension future.

L'entrepôt comportera également des bureaux et locaux sociaux, des locaux de charge et des locaux techniques : chaufferie, sprinkler, et local électrique. Dans le cas où une installation photovoltaïque serait mise en œuvre (faisabilité en cours d'étude), un local photovoltaïque serait également présent.

Le projet intègre également l'aménagement de l'ensemble des espaces extérieurs nécessaires à son fonctionnement, soit :

- les espaces nécessaires à la circulation, au stationnement et à l'évolution des véhicules poids lourds accédant sur le site,
- les espaces nécessaires à la circulation et au stationnement des véhicules légers du personnel et des visiteurs, ainsi que les espaces et équipements dédiés à la circulation sécurisée des piétons sur le site,
- les espaces et équipements créés pour la lutte contre l'incendie et la surveillance du projet,
- les ouvrages permettant la connexion aux réseaux d'adduction et d'assainissement.



Figure 2 : Plan de masse du projet

2.2.3 Produits stockés : nature des produits et mode de stockage

La nature des marchandises va dépendre du type de sociétés co-exploitantes qui loueront les cellules de stockage. Il peut s'agir d'industriels, pour leurs propres besoins de stockage ou de logisticiens. La gamme de ces marchandises est cependant bien ciblée sur les produits manufacturés de l'industrie ou de la grande distribution. Nous détaillons ci-dessous de manière générale les produits majoritaires qui pourraient être stockés.

Les matières incombustibles :

Une partie des marchandises est **incombustible** : verre, métal, poterie, vaisselle et matériaux de construction. Ce tonnage n'est pas à prendre en compte dans les produits combustibles, d'autant que la présence de matériaux incombustibles permet de limiter la propagation d'un incendie, en cloisonnant les autres matériaux et en limitant le rayonnement thermique.

Les matières plastiques :

Le classement des ICPE distingue :

- les polymères utilisés comme matière première (granulés de polypropylène par exemple) en industrie de la plasturgie ;
- les marchandises et produits finis comprenant dans leur composition plus de 50 % en poids de matières plastiques : stockage de jouets, de textiles, de matériels de sports,...

Les papiers cartons et bois :

Ces matières sont des matériaux bruts, tels que des bobines de papier destinées au façonnage ou à l'impression, ou des marchandises transformées telles que journaux, meubles, ...

Ces matières se retrouvent également dans la constitution des emballages qui peuvent représenter une fraction non négligeable du poids et du volume des marchandises entreposées : cartons d'emballages, palettes...

Les produits alimentaires :

Les denrées agro-alimentaires sont des solides ou des liquides. Les solides sont généralement des combustibles à faible pouvoir calorifique : produits frais, biscuits, produits secs. Les conserves, de par l'emballage sont de très mauvais combustibles.

Les liquides sont soit des ininflammables (eau, boissons), soit des combustibles ou inflammables (alcools, par exemple). Lorsque ces liquides sont conditionnés en verre, la propagation d'un incendie éventuel est limitée. Ces liquides sont en conditionnement de faible volume : 0,75 litre généralement.

Les matières dangereuses :

Il est nécessaire de fixer les grandes catégories de marchandises pouvant être présentes sur le site, ainsi que celles interdites. Il s'agit en effet de s'assurer que les produits qui seront stockés sont, de par leur nature et/ou leur quantité, compatibles avec l'aménagement et la structure du bâtiment, l'arrêté d'enregistrement, ainsi qu'avec le dispositif d'extinction automatique mis en place (ESFR en solution de base, mais pouvant être adapté aux marchandises à stocker).

Les marchandises suivantes seront donc susceptibles d'être stockées sur le site :

- Produits alimentaires (produits frais, conserves, boissons non alcoolisées, aliments secs pour animaux, ...) ;
- Produits d'hygiène (savons, shampoings, gels douche, dentifrice,...) ;
- Produits d'entretien ménager (liquide vaisselle, produits lessiviels solides ou liquides) ;
- Matières plastiques sous forme de matières premières (billes plastiques,...) ;
- Produits manufacturés divers (pièces détachées, électroménager, machines, outillage, matériel électrique et électronique, jouets,...) ;
- Articles textiles et de sport, sauf rouleaux de tissus ;
- Bois (meubles,...) ;
- Carton, papier (sauf bobines de papier, ouate de cellulose, papier essuie-tout).

Certains produits d'hygiène et d'entretien peuvent être classés dangereux.

L'entrepôt relèvera du régime de la déclaration pour les rubriques suivantes :

- 4320, stockage d'aérosols
- 4331, stockage de produits inflammable
- 4441, liquides comburants
- 4510, stockage de produits dangereux pour l'environnement

D'autres matières dangereuses seront susceptibles d'être présentes mais resteront dans des quantités inférieures aux seuils de classement.

Afin de pouvoir accueillir ces stockages de matières dangereuses, des cellules dédiées sont prévues pour le projet, et des dispositions particulières seront mises en œuvre (rétention, degré coupe-feu séparatif en lien avec les prescriptions associées à chaque rubrique, système d'extinction automatique adapté, hauteurs de stockage...)

Ces produits feront l'objet d'une note d'organisation spéciale au vu de leur stockage notamment pour éviter toute incompatibilité. Pour cela, la société GESNORD et/ou les sociétés co-exploitantes tiendront à jour un plan de leurs stockages et donc de leurs produits dangereux afin de pouvoir informer les services de secours des dangers en présence en cas d'un éventuel sinistre. Cet état des stocks permettra également de vérifier les quantités stockées au regard des quantités autorisées.

2.2.4 Mode de stockage

Nous décrivons dans cette partie les différents scénarios de stockage envisageables pour l'entreposage des marchandises décrites.

2.2.4.1 Stockage sur palettiers

C'est le type de stockage adapté à cette nature de bâtiment et pour des marchandises en palettes standard.

Les racks de stockage seront espacés pour permettre le passage et la manœuvre des chariots.

Les palettes seront stockées sur plusieurs niveaux.

Les produits arrivant sur les quais seront acheminés vers les racks, en palettes entières. Les palettes seront reprises entières, ou selon le type de stockage, reprises par "picking" pour constitution de lots.

2.2.4.2 Stockage en masse

Certains conditionnements permettent le gerbage des palettes. Celles-ci sont alors stockées en masse par blocs. Ces blocs sont espacés pour le passage des chariots élévateurs.

Ce type de stockage est principalement retenu dans le cas de matériels volumineux.

Les stockages de produits en masse doivent former des îlots d'une surface maximale au sol de 500 m² sur une hauteur maximale de 8 m. La distance entre deux îlots devra être de 2 mètres minimum.

2.2.5 Effectif et rythme de travail

Ces éléments sont donnés à titre indicatif, et ils pourront évoluer en fonction du type d'exploitation et de la charge de l'entrepôt.

L'effectif maximal attendu sur le site est de 110 personnes. L'entrepôt pourra être exploité 7 jours par semaine.

Les rythmes d'activités seront les suivants :

- pour le personnel d'exploitation de l'entrepôt : 0h-24h
- pour le personnel administratif : en journée dans la plage horaire 7h-20h du lundi au vendredi.

2.3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET EN TERME DE CONSOMMATIONS ET D'EMISSIONS

2.3.1 Eau

2.3.1.1 Nature de l'approvisionnement et consommation en eau

L'eau utilisée pour les besoins de l'activité provient du réseau d'adduction d'eau potable de la zone. Il ne sera réalisé aucun forage ou prélèvement d'eaux souterraines

Hors de l'alimentation des dispositifs de protection incendie (robinets d'incendie armés, réserve d'eau de l'installation d'extinction automatique à eau), la consommation d'eau à usage domestique est estimée à 60 litres/personne et par jour, soit environ 6,6 m³/jour pour une base moyenne de 110 personnes présentes à terme sur le site.

2.3.1.2 Caractérisation des effluents

Les eaux et rejets liquides issus de l'entrepôt sont classés en plusieurs catégories :

- les eaux domestiques ;
- les eaux pluviales.

Il faut ajouter deux autres catégories de rejets qui relèvent d'un mode accidentel :

- les déversements accidentels de produits liquides ;
- les eaux d'extinction d'un incendie.



Eaux usées

Dans l'établissement, l'eau servira :

- principalement aux besoins domestiques :
 - o fontaines d'eau et réfectoire ;
 - o installations sanitaires : cabinets d'aisance et douches ;
- marginalement, à l'entretien périodique de l'entrepôt à l'aide d'auto-nettoyeuses.

Les eaux usées sont constituées pour l'essentiel des eaux d'origine domestique, c'est-à-dire des eaux vannes des installations sanitaires et eaux de douches véhiculant une charge organique.

La consommation d'eau à usage domestique est estimée à 60 litres par personne et par jour.

Ce rejet équivaut, sur une base moyenne de 110 personnes pour l'ensemble du bâtiment, à un flux journalier de 6,6 m³. L'entrepôt pouvant être exploité 7 jours par semaine, ce rejet représenterait donc environ 2 410 m³ par an.

La consommation de l'entrepôt correspondra globalement à celle de 55 équivalent-habitants environ.



Eaux pluviales

En dehors des eaux qui s'infiltrent au sol, au droit des espaces libres, les eaux pluviales sont celles récupérées sur les surfaces imperméabilisées. Elles sont constituées des eaux de toiture ainsi que des eaux de voiries.

Etant donné l'activité de l'entrepôt et son environnement proche, les eaux collectées sur les toitures ne sont pas susceptibles d'être polluées.

Les eaux collectées sur les voiries et parkings se chargent en matières en suspension, en hydrocarbures. Ces eaux sont généralement trop concentrées pour ces paramètres, pour envisager un rejet dans le milieu naturel.

2.3.2 Air

2.3.2.1 Nature des émissions atmosphériques

Les activités de stockage et de réception/préparation de commandes/expéditions ne génèrent pas directement d'émissions atmosphériques. Les installations de climatisation ne produiront pas d'émissions atmosphériques en situation normale. Les rejets accidentels peuvent survenir en cas d'émissions accidentelles de fluides (perte d'étanchéité des équipements).

Les émissions atmosphériques sont liées :

- à la charge des accumulateurs : rejet atmosphérique d'hydrogène ;
- au trafic routier engendré par les activités du projet : émissions des gaz de combustion moteur (CO₂, CO, NO_x, poussières) ;
- au rejet des installations de combustion de la chaufferie au Gaz Naturel et des motopompes sprinkler.

2.3.2.2 Poste de charge des accumulateurs

L'émission se fera par l'extracteur du local de charge d'accumulateurs. L'hydrogène est un gaz plus léger que l'air, qui de ce fait, se disperse rapidement.

2.3.2.3 Trafic véhicules

Le trafic a été estimé à **120 camions par jour et 150 véhicules légers par jour**, soit 240 mouvements de poids lourds et 300 de véhicules légers.

Les rejets gazeux liés aux gaz d'échappement des véhicules sont du dioxyde de carbone (CO₂), du monoxyde de carbone (CO) et en moindre mesure, et pour les diesels, du dioxyde de soufre (SO₂) et des poussières.

2.3.2.4 Les rejets des installations de combustion

Le principal rejet concerne les générateurs d'eau chaude fonctionnant au gaz naturel (chaufferie de 0,7 MW). Le rejet de cet équipement est constitué principalement d'oxydes d'azote (NO, NO₂) et de gaz carbonique (CO₂). La teneur en soufre est au maximum de 13 mg/kWh pour les installations de combustion fonctionnant au gaz naturel.

2.3.3 Déchets

2.3.3.1 Généralités

Les grandes catégories de déchets sont présentées ci-dessous :

- **Déchets inertes** : ils sont inertes du point de vue chimique et physique ; ils sont constitués surtout de déblais, de stériles des activités extractives, de produits de démolitions, etc., ne contenant pas de substances toxiques ou dangereuses, et non souillés par ces substances.
- **Déchets industriels banals** : ils sont également solides à l'état brut et de nature assimilable à celle des ordures ménagères ; ils peuvent être traités de la même façon et en même temps ; comme les déchets inertes, ils ne contiennent pas de substances toxiques ou dangereuses.
- **Déchets dangereux** : ils sont spécifiques des activités qui les génèrent ; ils contiennent des éléments nocifs ou dangereux à différents titres (toxicité chimique ou biologique, risques d'incendie ou d'explosion, radioactivité, etc.) et impliquent des précautions particulières d'élimination.
- **Déchets non dangereux** : les déchets non dangereux sont les déchets qui ne présentent aucune des propriétés de dangers énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement (toxique, explosif, corrosif,...).

2.3.3.2 Nature des déchets générés

Les déchets qui sont produits sur le site sont de plusieurs origines :

Déchets provenant du fonctionnement de l'entrepôt

L'activité de logistique génère peu de type de déchets, il s'agit :

- pour l'essentiel de déchets d'emballages : cartons, films plastiques, palettes perdues ou abîmées. Les volumes produits dépendent notamment de l'activité du site : présence ou non d'opérations de reconditionnement, de préparation de commande.
- des marchandises : produits alimentaires impropres à la consommation, produits détériorés....

Déchets provenant des bureaux et locaux sociaux (ordures ménagères)

Il s'agit pour l'essentiel de :

- papiers ;
- déchets de nettoyage (sacs d'aspirateur, ...) ;
- gobelets plastiques ;
- bouteilles verre et plastiques, boîte de boisson aluminium ;
- reliefs de repas provenant du personnel déjeunant sur place.

Déchets provenant des opérations d'entretien

Compte tenu de l'absence d'installations techniques fixes (autre que le système d'extinction automatique et la chaudière), les déchets d'entretien mécanique seront très limités en quantité. Ils sont essentiellement constitués de :

- déchets métalliques provenant d'opérations de réparation éventuelles au niveau du bâtiment ou des modifications dans l'aménagement des racks ;
- batteries usagées, chiffons souillés provenant des opérations d'entretien réalisées sur les chariots de manutention. Les entretiens périodiques des chariots seront réalisés par une société extérieure qui prendra en charge les opérations de vidange et remplacement des batteries ;
- déchets provenant de l'entretien des espaces verts : gazon, déchets d'élagage.

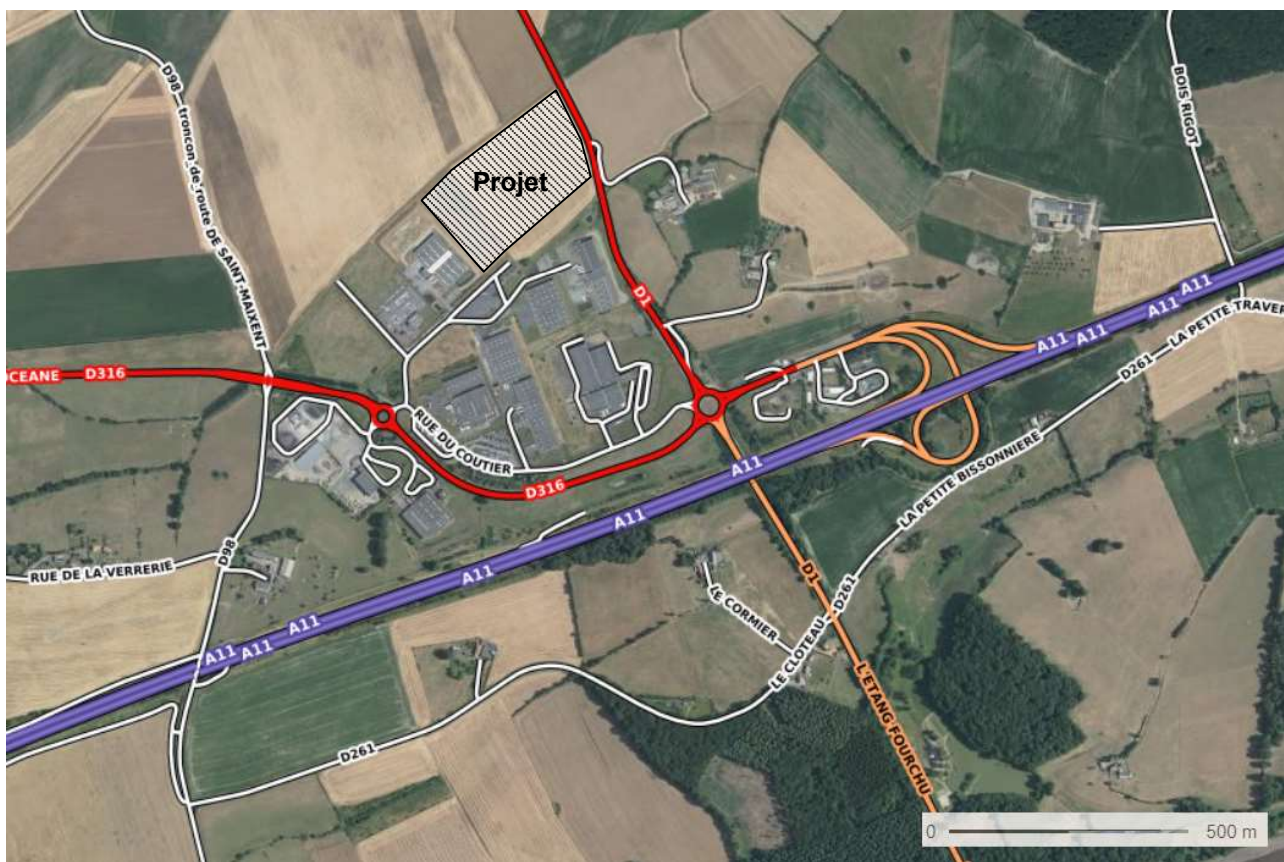
2.3.4 Bruit

L'activité du bâtiment n'est pas de nature bruyante. Néanmoins, certaines installations sont génératrices de bruit :

- Le trafic engendré par l'activité : camions et véhicules légers ;
- Les opérations de manutention par les chariots élévateurs ;
- Les livraisons et manutentions de bennes à déchets.

2.3.5 Accès au site et trafic

L'accès au bâtiment de GESNORD se fera par les voiries internes de la zone d'activités du Coutier. L'accès à la zone se fera quant à lui la RD316, directement accessible par la RD1 ou par l'échangeur n°5 de l'autoroute A11.



Le trafic routier induit par l'activité de l'entrepôt sera très variable en fonction des périodes et de l'activité des sociétés utilisatrices du bâtiment. Il sera constitué :

- du trafic de véhicules légers induit par les mouvements du personnel d'exploitation de l'entrepôt : environ 150 véhicules soit 300 mouvements ;
- du trafic de véhicules routiers de tonnages et volumes divers : environ 120 véhicules par jour soit 240 mouvements. Ces camions serviront tant à l'approvisionnement de marchandises qu'à l'expédition.

L'entrepôt pourra être amené à fonctionner 7j/7, 24h/24, mais en grande majorité, les véhicules routiers seront reçus dans l'entrepôt entre 5 h le matin et 22 h le soir, du lundi au samedi.

2.3.6 Energie

Les principales sources d'énergie consommées sur le site sont :

- l'électricité, pour les besoins de fonctionnement des différents équipements, ainsi que pour les besoins des bureaux,
- le gaz naturel, utilisé pour l'alimentation de la chaudière,
- le fioul, utilisé pour l'alimentation des groupes motopompe sprinkler.

A noter qu'il est prévu l'étude d'une centrale photovoltaïque en toiture.

3 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

Le tableau ci-dessous présente une synthèse de l'état initial du site.

Milieu physique	Climat	Climat de type tempéré atlantique marqué par une légère continentalité
	Géologie	Terrains datant du Jurassique et du Crétacé. Formations de sables, grès, calcaires et de Glauconie.
	Hydrologie	La zone d'étude est située sur le bassin versant de l'Huisne par le biais du ruisseau du Biou. La rivière de l'Huisne, d'une longueur de 192 km, est le principal affluent rive gauche de la rivière Sarthe. A noter au Nord du site un ancien cours d'eau déclassé en fossé par l'OFB en juin 2020
	Hydrogéologie	On distingue plusieurs aquifères sur le bassin versant de l'Huisne : <ul style="list-style-type: none"> - les calcaires du Jurassique moyen (Bathonien) - les calcaires du Jurassique supérieur (Oxfordien) Ils forment deux réservoirs distincts, séparés par les marnes du Callovien peu perméables. <ul style="list-style-type: none"> - Les formations du Bajo-Bathonien, non affleurantes, sont plus ou moins bien cimentées et souvent fracturées. Elles constituent, sous la couverture argileuse du Callovien, un aquifère captif dont la productivité est très inégale. - Les calcaires de l'Oxfordien (Calcaires corallien et Calcaire à Astartes) constituent un très bon aquifère en raison de leur cimentation imparfaite et de leur fissuration bien exprimée lorsqu'ils sont affleurants. L'aquifère devient captif sous la couverture marneuse de l'Albien-Cénomarien.
	Usages de l'eau	Le site n'est pas implanté dans le périmètre de protection d'un captage AEP Sur le périmètre d'étude, aucun usage particulier n'est recensé sur la ressource en eau de surface.
Milieus naturels	Zones protégées	Le site n'est pas localisé dans une zone d'inventaires ou zone protégée (ZNIEFF, arrêté de protection biotope, zones Natura 2000, réserva naturelle, sites inscrits....).
	Continuités écologiques	L'aire d'étude est située au sein d'un contexte agricole et d'une zone d'activité. Les éléments fragmentant qui entourent l'aire d'étude, comme les zones urbanisées et routières, limitent la circulation des espèces entre les grands réservoirs de biodiversité situés à proximité.
	Inventaires de terrain	Les données ci-dessous sont extraites du diagnostic réalisé sur l'emprise du projet Enjeux globalement faibles à modérés du point de vue des milieux naturels et des espèces inventoriées. En effet, aucune espèce végétale ou animale présentant un statut de protection à l'échelle régionale ou nationale n'y a été inventoriée.
	Zones humides	Présence d'une zone humide sur l'emprise du terrain (zone évitée par le projet)

Patrimoine historique et paysager	Paysage	Unité paysagère : Perche Sarthois L'unité paysagère occupe un terroir de tradition bocagère affirmée et persistante. En effet, la dispersion du bâti et la présence de nombreuses traces bocagères continuent d'exprimer cette tradition dans les paysages actuels.
	Patrimoine culturel – architectural	Pas de monument historique dans un rayon de 500 m
	Protections réglementaires	Absence de site classé ou inscrit à proximité de la zone d'étude
	Patrimoine archéologique	Site non implanté dans une zone de présomption de prescription archéologique. Un diagnostic archéologique sera réalisé et le projet ne pourra se réaliser que lorsque le terrain sera libéré de toute contrainte
Environnement humain	Population – habitations	Ferme à 150 m à l'Est Première zone d'habitats regroupés : hameau de la Verrerie à 1 km au Sud-ouest du projet
	Activités artisanales / industrielles	Site implanté dans la zone d'activités du Coutier Présence d'autres entrepôts logistiques
	Zones de loisirs	Sans objet
	Zones agricoles	Environnement agricole marqué. Le site sera implanté sur d'anciennes terres agricoles et classées en zone UE du PLU (zone urbaine à vocation d'activités économiques)
	Zones forestières	Présence d'un bois à 950m au Nord -ouest
	Voies de communication	Site bordé par la RD1 Proximité des axes suivants : RD316 (voie d'accès à la zone du Coutier) A11 (échangeur d'accès à 1 km de la zone du Coutier)
	Urbanisme	PLU intercommunal du Pays de l'Huisne Sarthoise (Dernière modification approuvée le 25/11/2020) Le site se trouve en zone UE
Cadre de vie	Qualité de l'air	Qualité de l'air dans la Sarthe considérée comme bonne
	Bruit	Environnement sonore marqué par le trafic routier
	Pollution lumineuse	Pollution lumineuse marquée dans le parc du Coutier et peu marquée aux abords

4 ANALYSE DES EFFETS ET MESURES ASSOCIEES

4.1 EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE

4.1.1 Sols et sous-sols

L'impact quantitatif et qualitatif lié à l'imperméabilisation du site a été étudié dans le dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau réalisé pour la quatrième tranche du Parc du Coutier dont fait partie le lot associé au projet Gesnord.

D'une façon générale, les risques potentiels peuvent provenir :

- d'une modification physique et/ou chimique des eaux, d'une perturbation du milieu naturel, suite à un déversement ponctuel, périodique ou chronique dans le milieu naturel ;
- d'une contamination indirecte par accumulation au long de la chaîne alimentaire.

Les rejets aqueux du site sont les suivants :

- rejets sanitaires : Le risque au niveau des rejets sanitaires est associé à la présence dans ces effluents de germes pathogènes. De plus, ces rejets représentent également une charge organique polluante.
- rejets d'eaux pluviales : Les eaux pluviales des quais, parkings et aires de manœuvre seront susceptibles d'entraîner des poussières, des traces de boues et d'huiles/ hydrocarbures laissées par les véhicules à moteur sur le sol. Compte-tenu de l'activité du site et notamment l'absence de rejets atmosphériques, les eaux de toiture, quant à elles, ne seront pas susceptibles d'être polluées.

→ Mesures relatives aux risques de pollution accidentelle

Les risques de pollution accidentelle sur le site sont maîtrisés avec :

- Le stockage des déchets potentiellement polluants sur des aires imperméabilisées, à l'abri des précipitations,
- Le stockage des liquides sur des rétentions suffisamment dimensionnées, de volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité des réservoirs associés.
- L'absence de stockage enterré,
- La présence de produits absorbants sur site,
- La possibilité de confiner les eaux d'extinction incendie au niveau des cours camions et au niveau d'un bassin dédié muni d'une vanne de barrage à fermeture automatique asservie au déclenchement sprinkler. Ce bassin a été conçu et dimensionné pour pouvoir contenir les eaux incendie. Le dimensionnement associé n'est pas présenté dans le présent document car en cours d'affinement mais le détail associé sera présenté dans la demande d'enregistrement du projet afin de démontrer un dimensionnement conforme à la réglementation (dimensionnement réalisé suivant la D9A)

→ Mesures relatives à la gestion des eaux

GESNORD prendra les mesures suivantes :

- Séparation de réseaux eaux usées sanitaires et eaux pluviales afin d'adapter le traitement à chaque type d'effluents.
- Raccordement au réseau d'eaux usées de la zone pour acheminement vers la station d'épuration de la Ferté-Bernard

- Mise en place de phytoremédiation (séparateur hydrocarbures naturel) afin de traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de voirie) avant envoi vers le bassin de rétention géré par l'aménageur de la zone d'activités et dimensionné pour la parcelle du projet.
- Création sur la parcelle du projet de deux bassins. A date, le dimensionnement des bassins n'est pas réalisé et les études hydrauliques de dimensionnement seront réalisées en prenant en compte l'ensemble des réglementations (règlement urbanisme, prescription DDTM, SDAGE et dispositions prévues dans le dossier de déclaration).

4.1.2 Ressource en eau

La consommation d'eau à usage domestique est estimée à environ 2 410 m³ par an.

→ Mesures relatives à la ressource en eau

Un dispositif de disconnexion (clapet anti-retour) sera installé sur le réseau conformément à l'arrêté du 11 avril 2017. Ce dispositif permettra d'éviter une éventuelle pollution du réseau public d'eau potable de la zone par des phénomènes de retour. Cet équipement fera l'objet d'un contrôle annuel.

Le projet prévoit la mise en place d'une cuve de récupération des eaux pluviales de toitures des bureaux.

Par ailleurs, un suivi régulier de la consommation en eau permettra de détecter tout problème éventuel (fuites).

4.2 GESTION DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

4.2.1 Emissions liées au trafic routier

Le trafic a été estimé à **120 camions/jour et 150 VL /jour**, soit 240 mouvements de PL et 300 de VL.

Les rejets gazeux liés aux gaz d'échappement des véhicules sont du dioxyde de carbone (CO₂), du monoxyde de carbone (CO) et en moindre mesure, et pour les diesels, du dioxyde de soufre (SO₂) et des poussières.

Les émissions induites par le trafic routier se trouveront réduites :

- par la mise en circulation de véhicules conformes au code de la route ;
- par le caractère marginal du trafic par rapport à celui drainé par les grands axes routiers et autoroutiers ;
- par l'obligation des véhicules en cours de chargement ou de déchargement, d'avoir leur moteur à l'arrêt.

De plus, l'implantation géographique du site est telle que le site sera accessible par de grands axes, évitant ainsi la traversée de zones denses d'habitations.

4.2.2 Emissions liées aux installations de combustion

Les rejets des installations de combustion sont liés :

- à l'utilisation de la chaudière fonctionnant au gaz naturel. Le rejet de cet équipement est constitué principalement d'oxydes d'azote (NO, NO₂) et de gaz carbonique (CO₂). La teneur en soufre est au maximum de 13 mg/kWh pour une chaudière fonctionnant au gaz naturel.
- à l'utilisation de fioul domestique comme combustible pour les motopompes du système d'extinction automatique d'incendie. Les émissions sont alors constituées essentiellement d'oxydes d'azote, de dioxyde de soufre et de poussières. Ces émissions surviendront lors des essais hebdomadaires, ainsi que lors de l'utilisation de ces moteurs, c'est-à-dire en situation accidentelle.

→ Mesures relatives aux installations de combustion

Les effets sur l'environnement des gaz de combustion venant de l'installation de chauffage se trouvent limités :

- par la faible puissance de l'installation de combustion : un générateur d'eau chaude représentant globalement 0,7 MW ;
- par le dimensionnement de la cheminée conformément à la réglementation en vigueur, permettant une bonne diffusion des rejets ;
- par le type de combustible utilisé, le gaz naturel, dont la teneur en soufre est très faible limitant de ce fait les émissions en dioxyde de soufre ;
- par la faible fréquence d'utilisation des installations : 2 à 4 mois par an en période hivernale, et uniquement pour le maintien hors gel du bâtiment et de ses équipements (et notamment les installations de protection contre l'incendie) ;
- par les systèmes de contrôle des paramètres de marche des installations de combustion permettant le réglage de la combustion et donc de réduire les rejets polluants et en particulier d'éviter la formation de CO (gaz toxique), les imbrûlés à l'origine de fumées et de limiter les rejets en SO₂ ;
- par la mise en place de contrôle périodique de l'efficacité énergétique des chaudières tous les 3 ans permet de veiller au rendement minimal de l'installation ;
- par le contrôle périodique des rejets permettant de vérifier les teneurs en oxydes d'azote.

Les effets sur l'environnement des gaz de combustion venant de l'installation de sprinklage se trouvent limités par la faible utilisation (uniquement en secours et lors des essais périodiques), par la faible puissance thermique de ces installations, et par la maintenance périodique de ces équipements.

4.2.3 Emissions liées aux installations de climatisation

Les groupes froids présents sur site se limitent aux installations de climatisation des bureaux ; il s'agit donc d'équipements avec des quantités de fluide frigorigènes limitées. En fonctionnement normal, il n'y a pas de rejet à l'atmosphère liés au fonctionnement des groupes froids. Les rejets accidentels peuvent survenir en cas d'émissions accidentelles de fluides (perte d'étanchéité des équipements).

→ Mesures relatives aux installations de climatisation

Les émissions accidentelles de fluide frigorigène se trouvent limitées par les contrôles d'étanchéité dont la fréquence dépend de la charge et la nature du fluide.

4.2.4 Emissions liées aux postes de charge

L'hydrogène est un gaz plus léger que l'air, qui de ce fait, se disperse rapidement. De plus, il n'est pas recensé comme un gaz toxique ou nocif pour la santé de l'homme si ce n'est son pouvoir asphyxiant lorsqu'il se substitue à l'oxygène de l'air. Les faibles quantités émises pendant la charge des accumulateurs et la ventilation du local ne permettent pas ce dernier cas de figure.

→ Mesures relatives aux postes de charge

Les émissions liées aux postes de charge se trouvent limitées par la ventilation du local de charge, dont le dimensionnement sera fait suivant les appareils mis en œuvre. Par ailleurs la charge des appareils sera asservie à la ventilation.

4.3 GESTION DES EMISSIONS SONORES

L'établissement s'inscrit dans une zone n'ayant pas un voisinage direct présentant une sensibilité particulière (école, hôpital, maison de retraite..) et se situe dans une zone destinée à accueillir des activités économiques.

Le niveau sonore ambiant (bruit de fond) ne sera pas négligeable et sera dû essentiellement au réseau routier local où le trafic, notamment poids lourds, y est très important.

Il est par ailleurs rappelé que les activités d'un entrepôt logistique ne sont pas de nature bruyante ; l'impact sonore du site sera principalement lié au trafic routier.

Les dispositions suivantes contribueront à limiter l'impact sonore de l'établissement :

- les véhicules seront conformes à la réglementation propre aux bruits émis par les véhicules automobiles ;
- conformément aux dispositions du Code de la Route, les règles de circulation à l'intérieur de la zone seront applicables ; la vitesse de circulation sera réduite à l'approche des sites (30 km/h) ;
- les activités de réception et d'expédition, se feront majoritairement dans la plage horaire 6H - 22H ;
- il n'y aura pas de sirène autre que celle pour donner l'alarme qui sera implantée à l'intérieur du bâtiment ;
- les chariots de manutention seront électriques et présenteront un faible niveau sonore ;
- les niveaux sonores en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée feront l'objet de mesures tous les 3 ans.

4.4 GESTION DES DECHETS

Le mode de gestion des déchets générés par l'activité du site ne permet pas d'envisager d'impact direct à court, moyen ou long terme sur l'environnement ou sur la santé publique.

En effet, les principales dispositions suivantes sont prises :

- une durée de stockage limitée, un stockage sur des aires imperméabilisées, un stockage sur rétention pour les déchets liquides ;
- l'accès au stockage des déchets dangereux interdit à toute personne étrangère au site ;
- séparation des déchets selon leur nature ;
- la prise en compte des incompatibilités entre les produits pour leur stockage.

Concernant les effets indirects, ceux-ci peuvent être dus au devenir des déchets. La gestion des déchets est établie en respect des réglementations en vigueur ; les déchets sont éliminés auprès de sociétés dûment autorisées avec mise en place d'une procédure de suivi pour les Déchets Industriels Dangereux. Le recours à des prestataires autorisés conformément à la réglementation permet de garantir des niveaux de risque acceptables, l'autorisation des prestataires éliminant des déchets étant subordonnée notamment à la réalisation d'une étude d'impact.

4.5 EFFETS SUR LES MILIEUX NATURELS

Il faut tout d'abord noter que l'entrepôt n'est pas implanté dans une ZNIEFF, une zone Natura 2000 ni dans un Parc Naturel ou dans une réserve naturelle. De plus, le projet est situé dans une zone classée UE : zone urbaine dédiée au développement d'activités économiques.

Les effets sur la faune et la flore, les habitats naturels ne sont pas directement liés à l'exploitation de l'entrepôt mais plus à son implantation et à l'aménagement de la parcelle, elle-même implantée au sein de la zone d'activités du Coutier.

Afin d'identifier les impacts liés au projet deux études ont d'ores et déjà été réalisées :

- réalisation d'un diagnostic écologique permettant d'identifier le potentiel d'accueil écologique du site, novembre 2022, Synergis Environnement
- Caractérisation de zones humides sur des futures zones aménageables de la ZA du Coutier sur le territoire de la Commune de Cherré-Au (72), septembre 2022, Hydratop

Ces deux études sont tenues à disposition des services instructeurs. Nous en présentons ci-dessous une synthèse.

4.5.1 *Diagnostic écologique*

La zone d'implantation potentielle de la plateforme logistique à Cherré-Au présente, au niveau de la zone susceptible d'être aménagée, **des enjeux majoritairement très faibles, et quelques zones à enjeux faibles à modérés** du point de vue des milieux naturels et des espèces inventoriées. **En effet, aucune espèce végétale ou animale présentant un statut de protection à l'échelle régionale ou nationale n'y a été inventoriée.**

Les principaux enjeux écologiques identifiés concernent la prairie et la jachère pour les habitats. L'aire d'étude immédiate est toutefois majoritairement représentée par la monoculture qui a un enjeu très faible.

La diversité faunistique observée y est globalement faible. Cependant, la période d'inventaire trop tardive pour la plupart des taxons ne peut être représentative de la diversité et de la richesse spécifique de l'AEI. **Des inventaires complémentaires se poursuivent pour les oiseaux hivernants.**

Les figures suivantes, extraites du diagnostic écologique, permettent de visualiser :

- la cartographie des habitats identifiés,
- la localisation des espèces à enjeux modérés observés,
- la synthèse des enjeux écologiques.

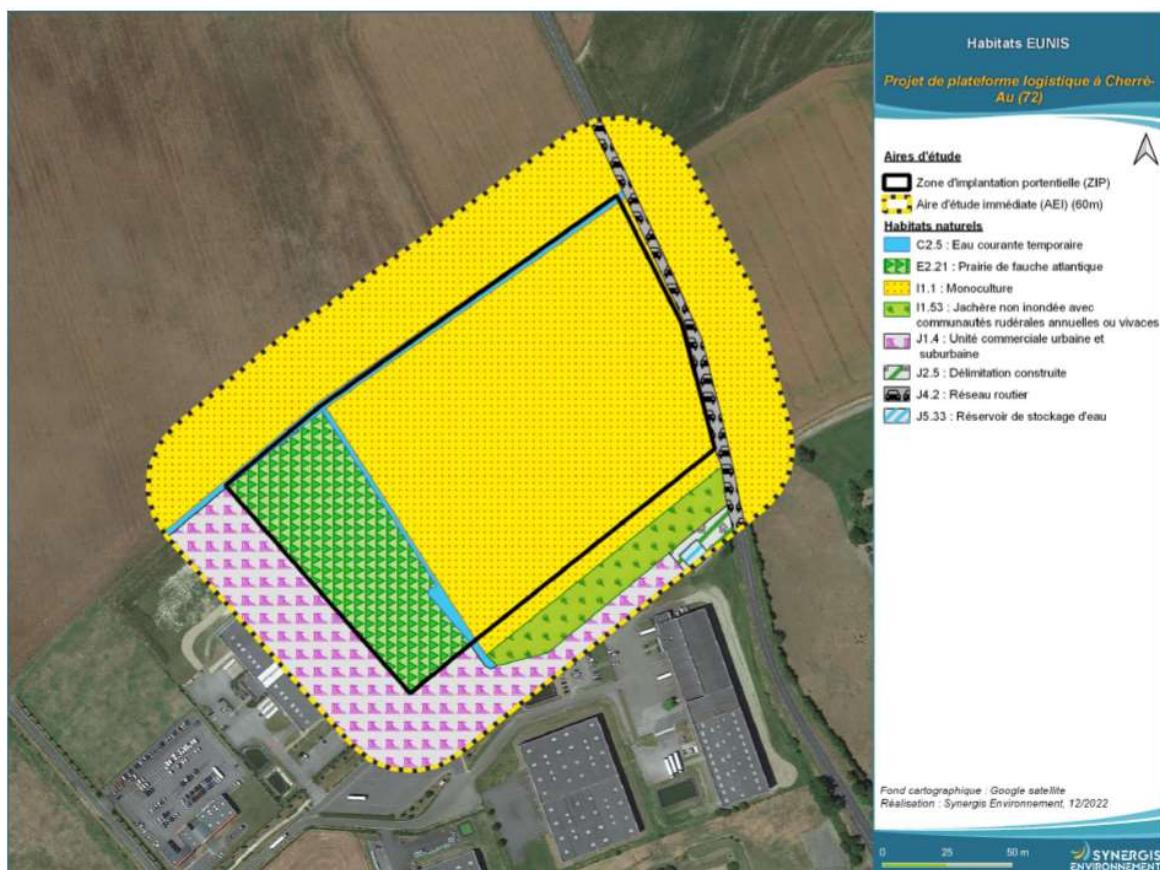


Figure 3 : Cartographie des habitats identifiés

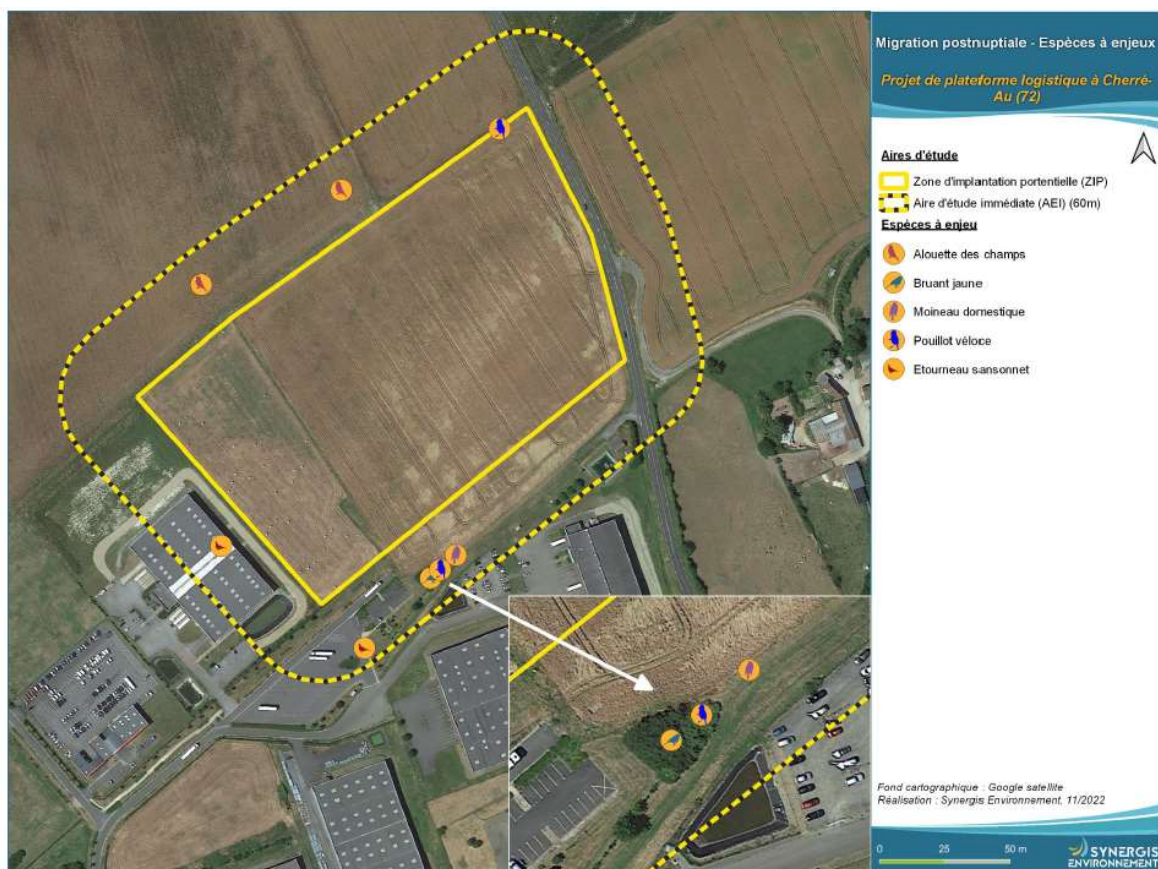


Figure 4 : Localisation des espèces à enjeux modérés observées

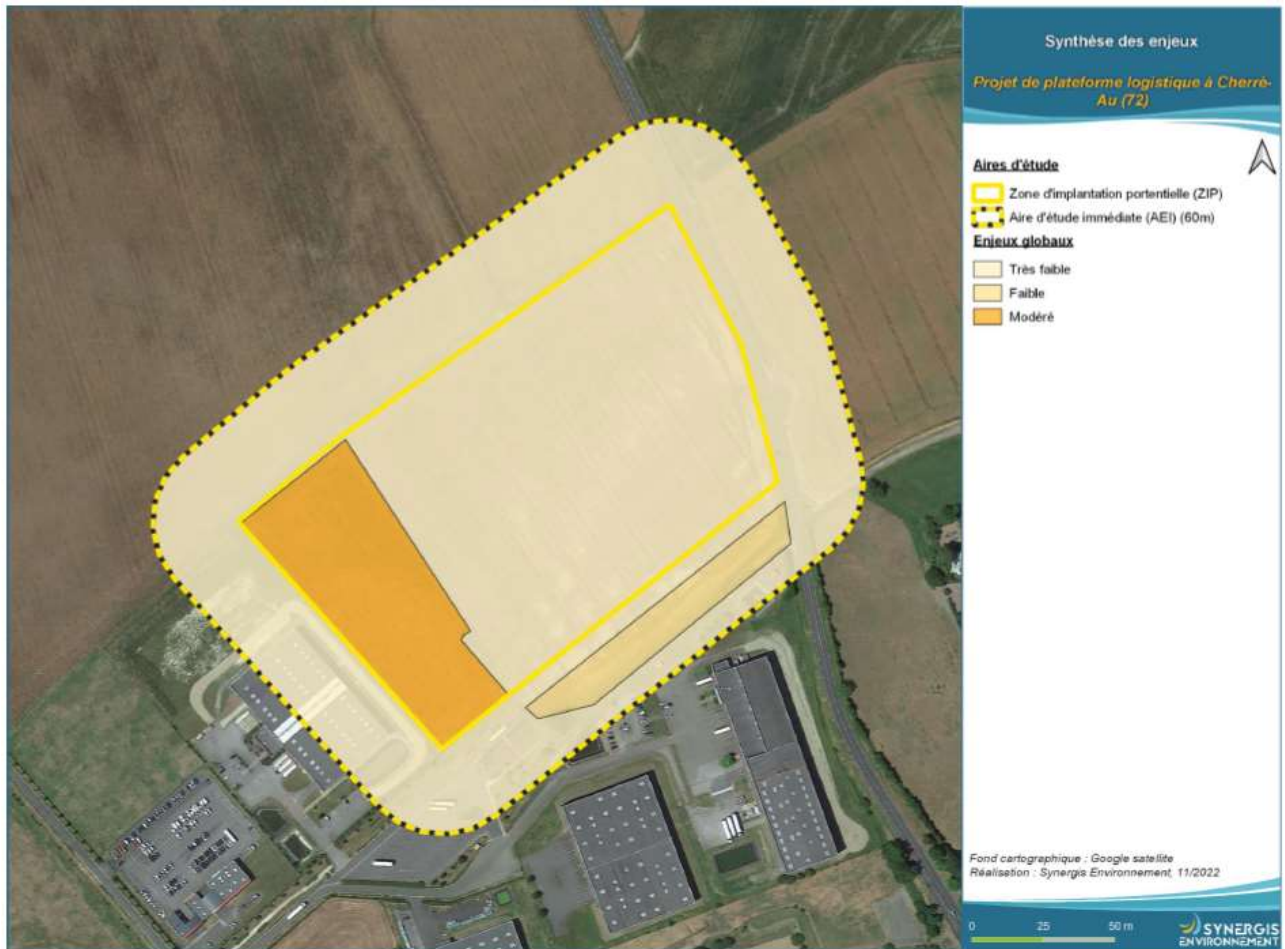


Figure 5 : Synthèse des enjeux écologiques

4.5.2 *Caractérisation des zones humides*

La caractérisation de zone humide a été réalisée conformément à l'Arrêté du 1er octobre 2009 (et annexes) modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

A noter que l'étude réalisée portait sur une emprise plus large que celle du projet porté par Gesnord et comportait 3 zones tel que représenté ci-dessous (étude réalisée par l'aménageur dans le cadre du développement des activités au sein de la zone du Coutier).



Le projet porté par la société Gesnord est concerné uniquement par les zones 2 et 3 de l'étude. Ainsi seuls les résultats de ces deux zones sont présentés ci-dessous.

✓ Zone 2 :

Une zone humide de 2 400 m² a été recensée sur le site d'étude (1,6 ha). L'intérêt de cette zone humide est hydraulique car elle est située sur un point bas sur la ZA du Coutier.

Par conséquent, la prise en compte des zones humides existantes est nécessaire.

→ Ainsi, dans le cadre de la démarche Eviter-Réduire-Compenser, il a été mis en place une démarche d'Evitement, et tel que représenté sur le plan masse, cette zone ne sera pas détruite.



✓ Zone 3 :

Compte tenu des investigations réalisées sur le secteur, celui-ci ne présente pas de zone humide.



✓ **Positionnement de la zone humide sur le plan global**

La zone humide identifiée est représentée par des pointillés bleu sur le plan « Projet » en annexe 4 du Cerfa dont un extrait est présenté ci-dessous, avec une légende supplémentaire permettant de visualiser la zone.



Tout d'abord, il est à noter nous avons pris parti d'éviter complètement cette zone. Ainsi, la géométrie de l'entrepôt a été réduite. Par ailleurs, des mesures seront également prises durant la phase chantier pour ne pas impacter cette zone (protection de la zone par balisage).

Par ailleurs, une investigation sur les fonctionnalités de cette humide a été réalisée par un bureau d'études spécialisé. Il ressort de cette étude que **la zone humide de 2 400m² identifiée a des fonctionnalités limitées, car seulement hydrauliques et celles-ci ne sembleront pas ou très peu affectées par le projet.**

L'étude complémentaire sur les fonctionnalités de cette zone est présentée en annexe 8.

4.6 EFFETS SUR LA SANTE

Les effets directs sur la santé publique sont liés au trafic occasionné par les activités du site.

Toutefois, les effets sur la santé imputables au site sont difficiles à estimer du fait du caractère diffus de ce type d'émission. Par ailleurs, l'impact du site n'est pas quantifiable par rapport à l'effet global (trafic routier important et proximité de l'A11 avec un trafic routier élevé).

Malgré l'absence de modélisations et données quantifiées, et par retour d'expérience sur des plateformes logistiques similaires, il semble cohérent de considérer que les concentrations émises par la plateforme logistique seront faibles et que les valeurs limites ne seront pas atteintes au niveau du sol ou qu'elles ne seront atteintes que sur une zone de faible étendue située à la proximité immédiate des points d'émission (proximité des véhicules).

4.7 EFFETS SUR LE PAYSAGE

Le projet sera constitué par un entrepôt couvert de stockage de produits combustibles, dont les caractéristiques sont rappelées ci-dessous :

- Emprise au sol créée (entrepôt + bureaux + locaux) : environ 26 000 m² (avec une extension possible de 8000 m²),
- longueur : 230 m,
- largeur : 115 m,
- hauteur sous bac : 13,6 m.

Les plateformes logistiques sont, pour répondre aux besoins logistiques, des bâtiments très horizontaux et développent des linéaires de façades importants. Leur architecture est travaillée afin de créer des respirations visuelles et d'éviter les effets de masse trop importants : traitement différencié des différents éléments du programme (surfaces logistiques, bureaux, locaux techniques), alternance des revêtements (béton, bardage...).

Compte tenu de l'importance du projet que constitue la plate-forme logistique développée par GESNORD en terme de volume et de hauteur de bâtiments, cet impact visuel et paysager a été analysé et traité avec attention.

L'aménagement du site et des abords sera réalisé en tenant compte d'une part des prescriptions du règlement d'urbanisme.

Les espaces verts occuperont une place de choix dans les aménagements des abords de ce bâtiment industriel. Pour le site, Les zones paysagères représenteront en phase 1 environ 39 % de la surface du lot, et en phase 2, si l'extension du bâtiment était réalisée, plus de 25% de la surface du lot.

4.8 EFFETS LIES A LA PHASE CHANTIER

Les nuisances occasionnées en phases de chantier sont propres aux différentes phases de travaux : bruit, poussières, vibration... Ainsi, au cours de la phase de construction, les principales nuisances potentielles seront :

- Les émissions atmosphériques,
 - Les gaz d'échappement des engins de chantier et des véhicules,
 - La poussière du chantier de construction et des allées de circulation,
- Le bruit et les vibrations.

La circulation ne sera pas ou peu perturbée dans la mesure où les accès sont déjà existants.

Mesures relatives à la phase chantier

L'objectif principal est de planifier et d'organiser le chantier tout en respectant l'environnement.

Afin de minimiser les nuisances liées à la phase de chantier ainsi que les impacts environnementaux, les mesures suivantes seront mises en place :

- La mise en place d'une charte chantier vert,
- Le respect des horaires de travail,
- La limitation des bruits autant que techniquement possible,
- La prévention des envols de poussières.

4.9 EFFETS CUMULES AVEC LES PROJETS VOISINS

Les sites internet de la DREAL et la MRAE ont été consultés afin d'identifier les projets ayant fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale aux environs du site

Seul un projet a fait l'objet d'un avis sur les 5 dernières années dans l'environnement du site :

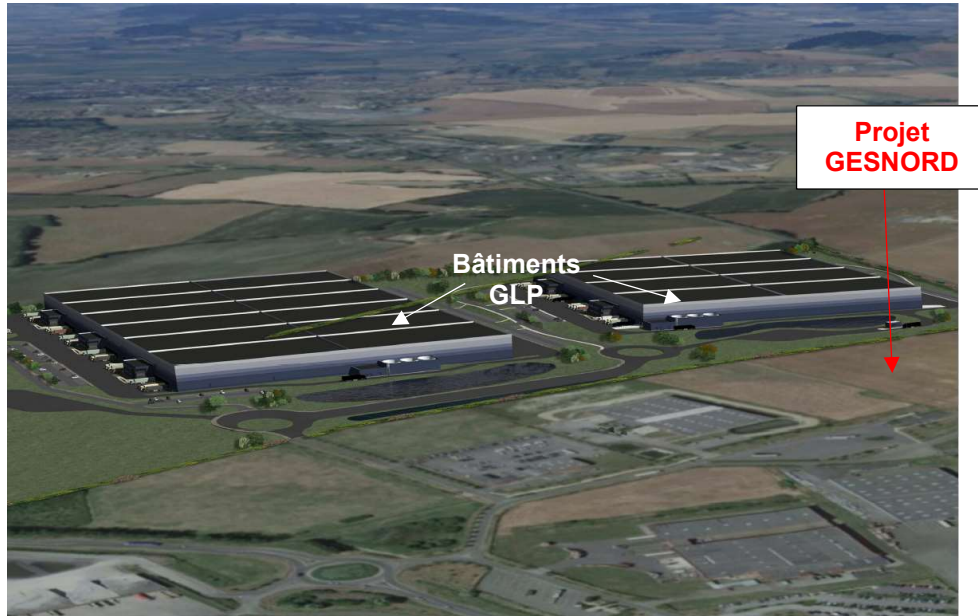
- Création d'un parc éolien sur les communes de Cormes et Cherré, avis en date du 19 mars 2019 : Au vu de la nature du projet et sa localisation, ce projet n'est pas susceptible d'avoir des effets cumulés.

Il convient également de noter le projet de création d'un nouveau complexe logistique de la zone d'activités (ZA) du Coutier, communes de Cherré et Cherreau (72) développé par la société GLP (à noter que ce projet n'a pu faire l'objet d'avis, la MRAE n'ayant eu le temps de le traiter dans le délai réglementaire). En l'absence d'éléments disponibles, la Communauté de Communes de l'Huisne Sarthoise nous a fait parvenir les éléments de l'étude d'impact du projet de GLP. Nous présentons ci-dessous les effets cumulés en terme de paysage et de trafic. Pour les autres thématiques, il est à noter que des mesures ont été mises en place pour chaque projet et qu'il n'est pas attendu d'effets cumulés significatifs.

- **Paysage**

Ces différents projets auront un impact sur le contexte paysager du site dans lequel ils s'implantent. Ainsi, afin d'assurer une cohérence d'ensemble, chaque projet a fait l'objet de mesures visant à réduire l'impact visuel et chaque projet a suivi les prescriptions architecturales et paysagères imposées par les documents d'urbanisme.

Ainsi, les effets cumulés de ces projets vont contribuer à accentuer l'artificialisation du milieu naturel, mais de façon limitée et non significative. En effet tel que représenté ci-dessous, le projet de GESNORD viendra s'implanter entre les bâtiments de GLP et les bâtiments existants de la ZAC du Coutier (le projet de GESNORD est pour mémoire implanté dans une zone UE, zone urbaine à vocation économique). A noter que la figure ci-dessous représente l'insertion paysagère des bâtiments GLP. A ce stade du projet, l'insertion paysagère du bâtiment de GESNORD n'est pas réalisée, seul son positionnement est représenté pour visualiser le contexte dans lequel le projet vient s'insérer.



- **Trafic**

D'une manière générale, les projets de création d'entrepôts vont augmenter le trafic sur l'ensemble des voiries de la zone d'étude. Ces trafics seront principalement liés au trajet domicile-travail des salariés et aux activités des entreprises, notamment les livraisons.

Une étude de circulation réalisée en septembre 2021, dans le cadre du projet d'implantation des entrepôts GLP a permis de mettre en avant un fonctionnement des carrefours et voiries très satisfaisant. Les réserves de capacité ont été estimées en différents points et différentes heures. Les capacités de réserves calculées variaient entre 77 et 100% (Il est estimé que le fonctionnement est satisfaisant si la réserve de capacité est supérieure à 25%, difficile aux hyper pointes si la réserve est comprise entre 5 et 25% avec formation plus ou moins importantes de files d'attente, et très fortement perturbé si la réserve est inférieure à 5%).

Ainsi, au vu des capacités de réserves estimées, du trafic généré par le projet de GESNORD, et la proximité de grands axes dont l'A11, il est considéré que le cumul avec le projet de GESNORD ne dégradera pas ce fonctionnement.

5 CONCLUSION

Le projet concerne la construction d'un bâtiment logistique au sein de la zone d'activités du Coutier sur la commune de Cherré-Au (Sarthe).

Cette plateforme logistique sera constituée de cinq cellules de stockage, de bureaux et locaux sociaux, de locaux techniques (local de charge, chaufferie, local sprinkler, TGBT, local photovoltaïque...)

L'objectif du projet est de proposer à la location une solution d'entreposage à des logisticiens ou des industriels.

Les enjeux associés au projet ont été analysés, et des mesures d'évitement et réduction ont été mises en œuvre. Ces mesures portent notamment sur l'implantation du bâtiment et des voies (évitant ainsi la zone humide), la gestion des milieux naturels, sur l'intégration paysagère, le dimensionnement de bassins...

Dans sa phase d'exploitation, du fait des mesures qui seront mises en œuvre (mesures relatives aux milieux naturels, gestion des eaux adaptée, mise en place de bassin écrêteur pour prendre en compte l'imperméabilisation, gestion des déchets....), le projet ne sera pas de nature à avoir des incidences particulières sur l'environnement. Le projet n'aura pas d'impact non plus sur les tiers, le patrimoine culturel et historique.

De plus, le projet n'engendrera pas de risque pour la santé des populations riveraines.

Par ailleurs, toutes les dispositions seront prises pour se conformer aux règles d'urbanisme et aux différents plans, programmes et schémas d'aménagement.

Le projet permettra ainsi de répondre à la demande d'entreposage des logisticiens et des industriels en impactant peu la qualité de l'eau, de l'air, en ayant peu d'effet sur le bruit, sur les vibrations ainsi qu'au niveau du trafic routier.